

Guerre des pancartes devant le Parlement de Westminster

Royaume-Uni Partisans et opposants au Brexit se font face tous les jours.

Reportage Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Les klaxons retentissent devant le palais de Westminster, l'imposant Parlement britannique aux murs de calcaire jaune miel. Des Blacks Cabs, les fameux taxis noirs de la capitale anglaise, des camions et quelques voitures répondent aux pancartes accrochées sur les rambardes d'Abingdon Street, la rue qui sépare le Parlement et l'abbaye de Westminster : "Leave Means Leave" (Quitter signifie quitter), "Believe In Britain" (Croire en le Royaume-Uni), "No Deal, No Problem" (Pas d'accord, pas de souci) et "Tuut For Brexit" (Klaxonnez en faveur du Brexit).

"Nous sommes là pour rappeler aux députés de la Chambre des communes qu'ils devront respecter le résultat du référendum lors du vote de mardi sur l'accord de Theresa May", explique Harry Todd, 27 ans, le coordinateur local de "Leave Means Leave", une organisation de Brexiteurs radicaux. "Le référendum était l'exercice démocratique le plus important depuis des décennies et les gens veulent voir leur vote se matérialiser!" Alors que les pro-européens qualifient les 17,4 millions d'électeurs qui se sont prononcés pour une sortie de l'UE d'ignorants ou d'impulsifs, il assure que "les gens sont informés et possèdent de bonnes raisons d'avoir voté pour quitter l'UE".

"Trahison"

À ses côtés, une vingtaine de partisans du No Deal, une sortie de l'UE sans accord. L'un d'entre eux éructe son admiration pour la dirigeante française du Rassemblement national Marine Le Pen, "une vraie Française", et ses homologues en Hongrie, aux Pays-Bas et en Autriche. Ses acolytes, bien plus calmes, concentrent leurs critiques sur "le manque de démocratie de l'UE" et sur l'accord de Theresa May, "une trahison des gens qui ont voté pour le Brexit", aux dires de Lydia Grant, 40 ans.

Cette femme au foyer très apprêtée est venue depuis le quartier cossu voisin de Kensington pour manifester avec sa fille Beatrice, 16 ans, et son mari Matthew, 53 ans. Ce dernier, employé d'une société médicale, protégé du vent glacial par un long manteau à chevrons gris, admet que

"le pays souffrira probablement pendant les premières années qui suivront le Brexit, le temps que l'on s'adapte". Il regarde pourtant l'avenir avec optimisme. "Une fois que nous serons retombés sur nos pieds, grâce à nos gens bien formés, notre grand marché intérieur, les accords commerciaux que nous signerons et notre volonté, tout ira mieux."

A quelques mètres, face à la statue équestre de George V, le grand-père de la reine Elisabeth II, les adeptes d'un second référendum agitent de grands drapeaux européens et crient régulièrement "Stop Brexit" (Arrêtez le Brexit). Le tout sous le regard d'une poignée de policiers. En effet, si la relation entre les deux groupes de manifestants est plutôt bon enfant, des énergumènes d'extrême droite ont perturbé en début de semaine ce fragile équilibre et en sont venus aux mains avec le porte-parole des pro-européens, l'infatigable Steve Bray.

Depuis septembre 2017, ce natif de Port Talbot, une ville industrielle du pays de Galles où tous ses "amis ont voté pour sortir de l'UE", brave la pluie, le froid et le vent chaque jour d'ouverture du Parlement pour hurler en direction des élus parlementaires "Bollocks To Brexit" (M... au Brexit). "J'ai choisi cet endroit pour que tout le monde sache que l'ensemble des Britanniques ne soutiennent pas le Brexit", précise-t-il, du haut de ses 49 ans, un chapeau haut de forme aux couleurs officielles de l'UE enfoncé sur la tête. "Je ne veux pas que le pays s'effondre. Surtout en raison du vote de Britanniques qui ne réalisent pas qu'ils seront les premiers affectés."

Non loin de lui, Sheila Rowling accroche de nouvelles pancartes à un lampadaire alors que des voitures klaxonnent leur soutien en arrivant à son niveau. "Les députés passent régulièrement nous voir, raconte-t-elle. La baronne Shirley Williams, 88 ans, est même venue nous dire : 'N'arrêtez jamais de vous battre!' Cela nous met du baume au cœur." Et ce, même si Steve Bray reconnaît que si "les députés votent pour l'accord, je l'accepterai

et je rentrerai chez moi". Ce qui ne semble pas être pour mardi.